

## Au Burundi, l'ONU alerte sur une flambée du paludisme

FRANCE 24, 08/08/2019 Le Burundi fait face à une grave crise de paludisme qui a provoqué la mort de près de 2 000 personnes depuis le début de l'année, selon un rapport du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU rendu public mardi.

Au Burundi, un habitant sur deux souffrirait du paludisme. Et la maladie y aurait fait depuis le début de l'année autant de victimes qu'en a fait le virus Ebola en République démocratique du Congo. Du 1er janvier au 21 juillet 2019, "un total cumulé de 5 738 661 cas et de 1 801 décès a été signalé", selon un rapport du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), consulté par l'AFP mardi 6 août. C'est deux fois plus de cas que l'année dernière à la même période dans un pays qui compte 11,5 millions d'habitants. Cette flambée du paludisme, qui atteint des "proportions épidémiques" depuis début mai selon les auteurs du rapport, inquiète l'ONU. "Les pluies ont duré plus longtemps que prévu", a expliqué sur TV5 Monde Walter Kazadi, le représentant de l'OMS au Burundi. "Il y a eu aussi une expansion des rizières. Les cultures rizicoles sont faites en général en milieu marécageux", a-t-il ajouté. "Au cours de la semaine 29 (du 15 au 21 juillet 2019), 152 243 cas, dont 65 décès, ont été signalés dans 39 districts sur les 46 que compte le Burundi, a annoncé l'OCHA, parlant d'une augmentation de 164 % du nombre de cas signalés par rapport à la semaine 29 de 2018. Mais les autorités burundaises ont refusé de déclarer une épidémie de paludisme, malgré des demandes des organisations internationales en ce sens depuis la mi-avril. "Le Burundi est un pays de collines et est en altitude. Ces conditions ne sont pas favorables au développement du paludisme. Mais il suffit que la pluviométrie ou la chaleur augmente pour que les moustiques prolifèrent. Face aux parasites, les populations ont donc des défenses immunitaires peu solides", explique Marc Gastellu-Etchegorry, épidémiologiste et directeur adjoint à l'opicentre/MSF, contacté par France 24. Une source au sein de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sollicitée par l'AFP, a expliqué ne pas être en mesure de commenter ces chiffres, précisant que "la décision de déclarer une épidémie relève de la souveraineté de l'État burundais". "Cette situation est mathématiquement impossible de la surenchère inutile!", a réagi de manière laconique, selon Jeune Afrique, Nubwacu Yves Lionel, conseiller du Bureau presse, information et communication de la présidence burundaise. Pourtant, mi-mars 2017, le gouvernement avait déclaré une épidémie de paludisme alors que le pays venait de recenser quelque 1,8 million de cas et 700 décès en à peine trois mois. Il semble plus réticent à le faire cette année. "Au regard des chiffres assez alarmants, les Nations unies ont totalement raison de parler de proportions épidémiques. Mais reconnaître une épidémie, c'est quelque chose qui n'est pas gagnaant pour un État compte tenu des répercussions que cela peut avoir", affirme Marc Gastellu-Etchegorry, qui a travaillé sur le Burundi au début des années 2000. "Aveu de faiblesse" "Nous sommes à moins d'une année de la présidentielle, le pouvoir de (Pierre) Nkurunziza, qui fait face à de nombreuses crises, ne veut pas reconnaître ce qui pourrait être considéré comme un échec de sa politique en matière de santé", a estimé un haut cadre du régime so couvert d'anonymat. "Reconnaître une épidémie de ce type reviendrait à avouer que les niveaux des structures, des réponses et de la prévention sont relativement faibles. Généralement, peu de gouvernements aiment faire cet aveu de faiblesse car ils craignent que cela nuise à leur image", affirmait Marc Gastellu-Etchegorry mercredi à Libération. Le paludisme est l'une des maladies infectieuses les plus graves au monde. Elle est causée par un parasite appelé plasmodium propagé par la piqûre de certaines espèces de moustiques anophèles. Il existe six espèces du parasite, dont la plus meurtrière est le plasmodium falciparum. Selon l'OMS, quelque 219 millions de cas de paludisme ont été recensés dans le monde en 2017, entraînant 435 000 décès dont 93 % sont survenus en Afrique. Un premier plan lutte contre la maladie mis en place entre 2000 et 2015 par l'OMS avait permis de réduire de 37 % le nombre de nouveaux cas dans le monde et de faire chuter de 62 % la mortalité. Des résultats obtenus au bout de quinze ans grâce à l'utilisation encouragée de moustiquaires imprégnées, la pulvérisation d'insecticides dans les foyers et les tr base d'artémisinine. Faible recours aux mesures préventives Au Burundi, un faible recours à ces mesures préventives "le manque de ressources humaines, de ressources logistiques et financières pour une réponse efficace" semblent avoir été les principaux facteurs expliquant cette flambée de paludisme. "En pratique, il faut une utilisation régulière des moustiquaires imprégnées. Mais le problème, c'est que les moustiquaires finissent toujours par s'abîmer au bout moment. Il faut donc les renouveler. Mais dans certains ménages en Afrique, il y a juste une moustiquaire pour toute la famille", explique l'épidémiologiste. En 2016, l'OMS s'est fixé pour objectif de réduire les taux de mortalité l'incidence de la maladie d'au moins 90 % d'ici 2030. Mais les besoins de financement sont colossaux. Selon l'Organisation onusienne, il faudra investir environ 7,7 milliards de dollars par an d'ici 2025 puis 8,7 milliards jusqu'en 2030. C'est de quatre fois le montant de 2,6 milliards de dollars investi en 2016 dans le monde dont les trois quarts en Afrique. Le paludisme n'est pas le seul problème sanitaire du Burundi. Le pays, qui traverse une grave crise socio-économique depuis 2015, a déclaré une épidémie de choléra dans le pays depuis avril. 124 cas ont été décomptés entre le 11 juillet.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});